Réunion des Cadres de la DRFiP 31 à Carbonne du 28/06

Cher·e collègue,

Nous souhaitons ce jour vous sensibiliser, sereinement mais franchement, sur des sujets sur lesquels nous avons beaucoup d'attentes et d'exigences.
Nous pensons que par vos positions de cadres, vous êtes en « première ligne » pour ressentir les difficultés lourdes des services mais aussi le désarroi des agent·e·s qui subissent une situation dégradée à la DGFiP.

Nous formulons le souhait, que nous n'avons de cesse d'exprimer à toute occasion (*la semaine dernière devant le Directeur Général adjoint, en CTL régulièrement en interpellant le DRFIP et son équipe)*, de voir notre hiérarchie, à sa place certes avec les obligations qui sont les siennes, exprimer une parole offensive pour faire entendre au gouvernement et à notre administration qu'il y a urgence à un changement de cap, tant pour les usagers et les collectivités que pour les agent·e·s publics.

Dans une période politique toute particulière (*nouveau gouvernement, projet de loi de finances rectificatif, arbitrages pour le contrat d'objectif et de moyen à la DGFIP),* la liste est longue de nos préoccupations, avec, sans être exhaustifs :
– une casse du réseau de proximité inouïe et une industrialisation néfaste de nos métiers et missions…des usines à gaz « métiers » mises en place, une absence de réponse sur des dossiers essentiels (*responsabilité des comptables, liens aux collectivités, liens aux usagers)*…
– la situation catastrophique des emplois dans notre administration *(en Haute-Garonne, 96 suppressions de postes cette année, après 383 en quatorze ans !… et 71 emplois vacants non pourvus en « double peine » cette année)*…
– des tensions inédites dans les services, qui ne font que se dégrader au fil du temps, tant pour nos conditions de vie au travail que pour le service aux usagers…
– la nécessité urgente d'augmenter massivement le point d'indice des agent·e·s publics… l'ouverture de négociations indemnitaires à la DGFIP… l'absence de reconnaissance de notre investissement et des plans de qualifications inexistants…

Pour notre part, dans une situation politique et sociale difficile, nous nous nous efforçons de ne rien lâcher. Au-delà de notre militantisme de terrain et du quotidien pour relayer nos revendications et les aspirations de tous les personnels, nous pensons nécessaire dans les prochains jours de nous faire entendre. C'est ce que nous avons fait la semaine dernière en « accueillant » Mr Magnant à Nîmes. C'est ce que nous faisons inlassablement, et en en rendant compte, dans les instances notamment le CTL qui deviendra en janvier prochain le CSA. C'est ce que nous avons fait en interpellant immédiatement les nouveaux parlementaires de Haute-Garonne sur la situation de la DRFiP 31. C'est ce que nous ferons ce midi avec des collègues devant la Direction et lors d'une conférence de presse, puis avec une audience avec nos Directeurs et enfin avec une action symbolique, puisque nous dormirons ce soir rue des lois.

Une nouvelle fois, nous vous le disons : Nous avons besoin de vous ! Exprimez, avec nous, le malaise de notre administration ! Exprimez, avec nous, vos attentes pour une amélioration du service public pour l'intérêt général.

Avec toutes nos salutations militantes.
Le bureau de section de *Solidaires Finances Publiques 31*

Section de Haute-Garonne

aux député·e·s de Haute-Garonne,
copie aux élu·e·s locaux,

Toulouse, le 20 juin 2022

Madame, Monsieur,

Vous venez d'être élu·e pour représenter les citoyennes et citoyens de Haute-Garonne à l'Assemblée Nationale et nul doute pour nous que vous serez en conséquence attentives et attentifs à leurs préoccupations locales et nationales que vous aurez à cœur de porter.

C'est dans ce sens que nous vous transmettons, avec ce courrier, la déclaration solennelle adoptée au récent congrès national de *Solidaires Finances Publiques* sur la situation à la DGFiP (Direction Générale des Finances Publiques). Pour mémoire, nous vous rappelons que notre syndicat est la première organisation syndicale de cette administration, tant nationalement que dans le département de Haute-Garonne.

Nous souhaitons compléter par quelques éléments départementaux et tenter de vous sensibiliser sur l'urgence d'un changement de cap pour notre administration, tant pour les agent·e·s que pour les usagers et les enjeux d'un service public digne pour les populations.

Dans les prochains jours vous aurez plusieurs échéances majeures à affronter et qui ont un lien direct avec cette interpellation.
En premier lieu le discours de politique générale que ne manquera pas de faire la ou le premier ministre au nom de son gouvernement. La place du service public dans cette déclaration donnera le ton de ce que sera, ou pas, l'importance accordée aux services de l'État dans la prochaine mandature.
Ensuite, la discussion sur un probable Projet de Loi de Finances rectificative marquera, ou pas, la volonté du nouveau gouvernement de donner, ou pas, les moyens à tous les services publics d'être pleinement au service des populations.
Enfin, vous serez amené·e à discuter des enjeux de rémunérations des agents publics (augmentation du point d'indice, régimes indemnitaires,...) et nous tenons à vous rappeler que l'attractivité du service public nécessite une réelle reconnaissance des personnels et que les enjeux de pouvoir d'achat questionnent particulièrement les fonctionnaires qui ont vu le point d'indice, qui est le socle de leur rémunération, gelé depuis des années.

Au-delà, nous souhaitons vous interpeller sur la situation de notre administration, essentielle au pacte républicain, qui a subi de multiples attaques ces dernières années qui créent de lourdes tensions en interne mais aussi pour les populations.

En premier lieu sur la question des emplois, nous vous rappelons que pour notre département 383 emplois ont été supprimés en 14 ans et, double peine, cette année 71 emplois ne sont pas pourvus au regard de l'effectif théorique accordé à notre direction ! Relevons d'abord que ce sont

des chômeurs en plus, mais aussi que cette situation pèse lourdement sur le sens et les conditions de travail des agent·e·s. Relevons surtout que cela dégrade fortement l'exercice des missions pour les usagers, tant particuliers que professionnels, ainsi que pour les collectivités locales et les établissements hospitaliers et pour personnes âgées. Notre administration est de manière récurrente la cible des suppressions des fonctionnaires d'État. C'est malheureusement oublier qu'elle est essentielle à son fonctionnement ainsi qu'à celui des collectivités locales. Oublier qu'elle est essentielle à la démocratie et à la justice fiscale et sociale.

Dans ce cadre, un « mécano » infernal des réorganisations s'est mis en place avec une destruction inédite des services de proximités et une industrialisation des processus de travail éloignée des besoins des usagers. Prenons quelques exemples pour notre département, mais similaires sur tout le territoire :

- **Le réseau des Trésoreries locales et donc la gestion publique** (qui avaient pour mission la gestion des collectivités locales et une mission fiscale) est massacré avec 16 suppressions de Trésoreries et la création de 8 Services de Gestions Comptables, structures qui gèrent dès lors un nombre démesuré de budgets locaux avec des difficultés lourdes de lien aux collectivités et leurs établissements.
  De même concernant les « grandes collectivités », métropole, département ou région, ainsi que les établissements hospitaliers et Ehpad publics, les services sont confrontés à une charge de travail qui devient insupportable.
- **L'accueil et la gestion des usagers particuliers** se sont dégradés avec la suppression des services de proximité, la restriction des horaires d'accueil et une tendance au « tout internet » comme modalité de contact unique. Face à ces conditions, les SIP (Services des Impôts des Particuliers) sont confrontés à des tensions palpables, et ce fût notamment le cas durant la toute récente campagne de déclaration des revenus.
- **L'accueil et la gestion des usagers professionnels** se sont, eux aussi, dégradés avec la création d'un centre de contact à Pau puis, bientôt, d'un service de gestion à distance des dossiers professionnels à Agen et une départementalisation du recouvrement. Non seulement cela déshumanise les relations avec notre administration, mais cela crée de fortes tensions dans les SIE (Services des Impôts des Entreprises). Ceci alors que les attentes des entreprises sont importantes et tout particulièrement pour les plus petites d'entre elles.
- **La mission de publicité foncière** est, elle aussi, dans une tension extrême, conséquence des multiples réformes qu'elle connaît. Pour les SPF (Services de Publicité Foncière) aussi l'industrialisation et la concentration du traitement des données déconnectés des territoires détruit les chaînes de travail et les indispensables relations directes avec les notaires. Cela a des conséquences majeures pour l'ensemble des services de la DGFiP qui ont besoin de cette information de base. Mais surtout, cela met clairement en péril la sécurité juridique et immobilière de toute la population et présage des contentieux lourds et dramatiques pour les années futures.
- **La mission foncière**, est directement impactée par les difficultés rencontrées par les SPF parce que l'établissement de la propriété détermine toute la chaîne qui suit, dont les CDIF (Centre des Impôts Fonciers) sont le premier maillon. Cela conduit, dans un contexte de suppressions et de vacances d'emplois, à des contentieux multiples et pèse directement

sur les finances des collectivités locales, comme sur le travail de toute la DGFiP et d'autres services publics.

- **La mission cadastrale**, essentielle à la détermination, l'actualisation et la précision de la première couche de connaissance géographique est clairement menacée de disparition. C'est essentiel dans une société de plus en plus numérisée et le risque est grand de perdre la réactivité l'expertise et la neutralité de notre service public, alors que se dessine une industrialisation des travaux et une main mise de l'IGN sur la mission.
- **La mission de contrôle fiscal**, essentielle pour le consentement à l'impôt et la justice fiscale, est particulièrement en questionnement au vu des évolutions législatives, des moyens qui lui sont accordés et des choix politiques et administratifs de ces dernières années. Là encore la prédominance de l'utilisation des outils numériques, pour utiles qu'ils soient, anéantit le sens et la connaissance du travail autant qu'elle passe à côté de l'intelligence humaine qui a pourtant largement fait ses preuves en la matière.
- **La mission de recouvrement des amendes** (pénales, contraventions…) est en forte ~~en~~ augmentation avec bien trop peu de moyens humains pour les services. Évidemment, cela crée des tensions et des incompréhensions pour les usagers, d'autant plus fortes que le sujet est sensible. Cela pose aussi la question fondamentale de l'application réelle des peines que les autorités ont jugé nécessaires, quelle que soit l'appréciation que l'on puisse en faire par ailleurs.

Dans notre département nous nous sommes, syndicalement et par l'action des personnels, efforcés, particulièrement en 2019 et depuis, de « freiner » au maximum ces réorganisations néfastes pour l'intérêt général. Nous avons ainsi pu garantir la création d'un SIP dans le Nord Toulousain à Saint-Alban, maintenir les services dans des quartiers populaires du Mirail, renforcer des territoires péri-urbains comme Muret par exemple, enfin garantir à ce stade des implantations de services multiples dans le Comminges (SIE, SPF en particulier).

Néanmoins, le rouleau compresseur national a des effets désastreux pour notre territoire, comme partout nationalement : suppressions massives des services de proximité, éloignement des usagers, industrialisation des services, rupture avec les besoins collectifs, dégradation du consentement à l'impôt et de la justice fiscale et sociale…

Nous restons à votre disposition pour toute rencontre et échange sur ces sujets et formulons le vœu de vous voir défendre la situation de la DGFiP en Haute-Garonne, tant pour les agent·e·s publics qui y travaillent que pour les usagers (particuliers, professionnels et collectivités) qui bénéficient de cette administration au cœur de la république et de l'intérêt général.

Veuillez agréer nos salutations syndicalistes.
Pour *Solidaires Finances Publiques 31*,
Régis LAGRIFOUL et Christian TERRANCLE
Co-secrétaires de section

Contacts :
Régis LAGRIFOUL 07 68 40 09 20 et raix91@hotmail.com
Christian TERRANCLE 06 19 35 90 26 et christian.terrancle31@gmail.com